



HAL
open science

Le Parti Radical à La Réunion durant l'entre-deux-guerres

Jean-Claude Balducchi

► **To cite this version:**

Jean-Claude Balducchi. Le Parti Radical à La Réunion durant l'entre-deux-guerres. *Revue historique des Mascareignes*, 1998, *Les Mascareignes et la France*, 01, pp.219-224. hal-03454007

HAL Id: hal-03454007

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03454007>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Parti Radical à La Réunion durant l'entre-deux-guerres

Jean-Claude BALDUCCHI

Proviseur

“C’est en toute confiance que je fais appel à vos suffrages comme militant du vieux parti de l’ordre et de la légalité, ennemi de la violence et de la démagogie comme de toute dictature individuelle ou collective, parti qui a déjà obtenu tant d’heureuses réalisations sociales et économiques, inspirées des vrais principes républicains de liberté et d’entraide, qui entend consolider les résultats déjà acquis et en poursuivre de nouveaux, dans le calme et la paix, et le respect de la propriété individuelle à laquelle doit accéder tout bon travailleur”.

Henri-Louis MAS

Licencié en droit, officier de réserve de l’intendance, Secrétaire de la Fédération des Syndicats Agricoles, officier du mérite agricole, Directeur du Crédit Agricole de La Réunion, Président du Parti Radical Socialiste de La Réunion.

Le Peuple, 11 octobre 1937

De 1919 à 1940, tous les élus de l’île de La Réunion, au Palais Bourbon ou au Palais du Luxembourg, ont appartenu au grand rassemblement républicain et démocratique fondé par Léon Bourgeois.¹

1 - Bibliographie: Balducchi Jean-Claude, *La vie politique et sociale 1932-1940 à La Réunion*, thèse de 3ème cycle, dactylographiée, Aix-en-Provence, 1984; Bloch Roger, *Histoire du parti Radical-Socialiste; des radicaux socialistes d’hier aux démocrates socialistes de demain*, Coll. D’hier à demain, T. I., Paris, 1968; Defrasne Jean, *La gauche en France de 1789 à nos jours*, P.U.F., 2ème édition, Paris; Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1976. Nous avons consulté en outre le Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940, T. II, 1962. Journaux : *La Démocratie; Notre Pays; Le Peuple; Le Progrès; La Victoire Sociale*. Ces journaux couvrent la période 1919-1940. Nous nous sommes entretenus avec deux anciens conseillers généraux radicaux de La Réunion : le docteur Roger Serveaux et maître Marcel Vauthier (qui devait après guerre devenir député MRP).

La pénétration des idées radicales et radicales socialistes à La Réunion est antérieure à la "Grande Guerre". Lucien Gasparain qui devait représenter l'île de La Réunion au parlement de 1906 à 1940, était un radical et Alphonse Mas, l'un des fondateurs du Parti Radical en France, ancien député-maire de Béziers, dirigeait dans l'île depuis 1908 la Banque de La Réunion. Georges Boussenot, député de 1914 à 1924, était membre du parti de la place de Valois et, occupait en 1919 dans l'appareil du parti le poste de secrétaire du Comité exécutif.

Auguste Brunet, qui en 1924 prit la place de Boussenot, se voulut toujours radical. Il adhéra en effet au groupe Républicain socialiste fondé par Millerand et dirigé alors par Briand. Dans ce groupe, en 1924, deux tendances étaient représentées : l'une avait pour chef de file Painlevé et était pour la construction d'un bloc des gauches, l'autre avec Briand voulait former un grand parti républicain national ayant à sa tête Jouvenel qui exerçait les fonctions de ministre de l'instruction publique dans le gouvernement Poincaré. En 1932 et 1936, Auguste Brunet se présentait à ses concitoyens comme indépendant de Gauche, et siégeait à l'Assemblée aux côtés d'Alcide Delmont, Malingre, Paul Poncet, Wallach, Médecin, Lucien Besset, Jean Deschanel, Bess, etc.

Les sénateurs de "la perle de l'océan Indien", Jules Auber, puis son successeur Léonus Bénard furent membres du Parti Radical. Léonus Bénard siégea durant dix ans sur les bancs du Sénat comme membre de la Gauche Démocratique et il fallut attendre 1938 pour que dans son manifeste électoral il se déclare Radical et Radical Socialiste.

Radicaux, ils l'étaient tous, même s'ils tentaient parfois sur certaines questions de se démarquer de leur parti. Ainsi, en 1928, lors du vote de confiance pour Raymond Poincaré, les deux députés réunionnais, malgré la consigne d'abstention donnée par Daladier, votèrent la confiance et proposèrent leur démission du Parti.

I - LE RADICALISME A LA REUNION DE 1919 À 1932

Au lendemain de la première guerre mondiale, le Parti Radical apparaissait en position difficile. Il ne pouvait rompre l'union sacrée, ni user de son arme favorite, l'anticléricalisme et il ne pouvait compter sur les socialistes qui entendaient prendre une plus grande place sur la scène politique.

A La Réunion, le Parti Radical se présente comme un comité électoral sans homogénéité ni cohésion, une machine électorale groupant des notables autour des parlementaires, et qui entre les diverses consultations électorales manque de vigueur et d'unité d'action. Ses membres se groupent dans les Jeunesses Républicaines dont le président en 1919 est un jeune professeur de philosophie, aux talents journalistiques certains, Jules Palant. Ils font partie de la bourgeoisie locale, enseignants, propriétaires terriens, médecins, avocats et fonctionnaires, et sont pour la plupart liés à la loge de l'Amitié, loge qui était dans l'obédience du Grand Orient. Les radicaux sont divisés entre ceux qui privilégient l'individu et ceux pour qui le programme doit primer. Aussi lors des élections municipales du 7 décembre 1919, voit-on s'opposer dans certaines communes de l'île comme Saint-Paul, La Possession ou le Port, des listes se réclamant toutes du Parti Radical ! Et alors qu'en France la

réaction triomphe en 1919, le Parti Radical fait un très bon score à La Réunion, enlevant les deux sièges de député, celui de sénateur et la majeure partie des conseils municipaux.

Après les élections, le “Parti” se mit en sommeil, jusqu’en 1924. Les radicaux se présentent divisés aux élections législatives. Deux comités se partagent l’investiture des candidats ; l’un se dénomme Républicain de Gauche, et a choisi comme candidat à la députation Archambeaud, maire de Saint-Pierre ; l’autre se désigne comme Parti Radical et Radical Socialiste avec Palant pour candidat. Les radicaux insulaires traversent en fait une crise car Boussenot, le député sortant, se voit accusé d’avoir lésé les intérêts d’un éminent créole, Auguste Brunet, le fils du grand député Louis Brunet. L’opinion se déchaîne contre Boussenot, traité d’anticlérical, et d’ennemi de Poincaré pour avoir voté le 15 juin 1924 avec Herriot contre le grand homme. Le scrutin de liste favorise le rapprochement entre Gasparin et celui qu’on avait appelé pour remplacer Boussenot au Palais Bourbon, Auguste Brunet, gouverneur de première classe.

Brunet et Gasparin furent élus et ils encouragèrent la fusion entre les radicaux divisés. Les deux comités, le Groupement Radical Socialiste et le Groupement Républicain Démocratique se réunirent sous la direction du maire et conseiller général de Saint-Benoît et en septembre 1924 le Comité Fédéral Républicain Démocratique et Républicain Socialiste est créé.

A partir de cette date, et jusqu’en 1937, les radicaux n’auront plus de “parti” mais ils seront présents dans tous les comités électoraux qui verront le jour de 1924 à 1936. Sur cet effacement relatif, on peut lire dans *La Victoire Sociale* du 15 janvier 1929 :

“Bien qu’il ait existé (le Parti Radical et Radical Socialiste) et ait été assez solidement organisé à La Réunion, en dépit des éléments sincères et épars qu’il en demeure encore chez nous, ne saurait très exactement cadrer avec les aspirations de la grande masse de la population créole, globalement envisagée dans les éléments les plus divers qui la composent sans distinction de classes ni de races (...) Le programme de ce parti, (...) ses larges principes d’expansion et de liberté, de rationalité de force, dans la justesse et la modération, sont bien ceux qui conviennent le mieux aux opinions, comme aux intérêts de la majorité chez nous (...), mais ce qui ne pourra jamais trouver droit de cité chez nous, ce sont les tendances anticléricales et antireligieuses qui constituent le fond même du programme de ce parti, la base de ses constructions politiques, économiques et sociales (...). Notre population foncièrement catholique, inébranlablement attachée aux traditions du passé (...) se refuse à accepter cette partie du catéchisme radical socialiste trop affilié à celui des loges à son gré.”

Effacés mais toujours présents, ses membres se retrouvent en 1928 avec Ludovic Revest, Vavasseur, Henri-Louis Mas, le fils d’Alphonse Mas, et Georges Mesnier dans le Comité Républicain. Ce comité était composé des municipalités représentées par leurs maires assistés de leurs adjoints, par des conseillers généraux et des notables. Le comité crée en 1928, se veut autre chose qu’une simple machine électorale. Il se fixe un programme : pratiquer l’entraide entre ses membres et travailler au mieux-être de la masse prolétarienne de Saint-Denis.

En 1932, les élections législatives provoquèrent une scission au sein du comité, les radicaux et les modérés se regroupèrent dans un Comité d'Action Républicaine Démocratique et Sociale - C.A.R.D.S. - tandis que les plus avancés restèrent fidèles au Comité Républicain et furent à l'origine selon nous de la S.F.I.O. à La Réunion.

II - VERS LA RENAISSANCE D'UN PARTI RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE. 1932-1937

Le C.A.R.D.S. devait très vite se doter d'un bureau provisoire et d'un programme. Dans l'esprit de ses promoteurs, ce ne devait pas être une quelconque sentine électorale, ni une officine de confection de popularité sur mesure à la disposition de telle ou telle personnalité locale. Le bureau groupait toutes les notabilités radicales de l'île et des organisations démocratiques insulaires : Ligue des droits de l'homme et du citoyen, loge de l'Amitié.

Ludovic Revest, un homme du juste milieu, président en 1932 de la section de Saint-Denis de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, de l'Amicale des fonctionnaires, officier de la loge de l'Amitié, devint, lors de l'assemblée constitutive du 24 juillet 1932, dans la salle des fêtes de la loge de l'Amitié, président du Comité provisoire. A ses côtés, on trouve Henri-Louis Mas, alors directeur du Crédit Agricole, membre de la Ligue, qui avait rencontré à l'âge de 15 ans Léon Bourgeois alors que ce dernier, en compagnie de son père, à Carcassonne, inaugurerait le buste de Omer Sarraut. Henri-Louis Mas, essaya, bien avant que ne vienne au pouvoir le Front Populaire, de regrouper les radicaux, comme en témoigne son ami Ludovic Revest dans un discours de septembre 1938.

On trouve également dans ce comité : Fernand Vauthier, comptable de la Société Jean Chatel, dont le fils adhéra ensuite au Parti Radical un court moment après son retour au pays en 1935, Henri Vavasseur, un adhérent de la première heure du Parti Radical, qui créa avec l'aide des travailleurs de La Réunion et de Henri-Louis Mas une presse progressiste ; on lui doit notamment : *La Bataille Sociale*, qui après la guerre de 1914-1918 devint *la Victoire Sociale* et en 1935 *Le Progrès*. Rieul Dupuis, le gendre du sénateur Léonus Bénard, représentait dans ce comité son beau-père qui devait s'y associer en 1935. Enfin il convient de citer : Stanilas Clergue, un artisan ébéniste, Charles Chardonnet, un adjudant en retraite, Camille Macarty, un enseignant, Xavier Fontaine, maire de Salazie, Ibo Xavier, un cultivateur, Jatop, un comptable qui dirigeait le syndicat des dockers, Emmanuel Bénard, pharmacien à Saint-Louis, Lucien Ropauld, syndicaliste et contremaître à la Compagnie du Chemin de fer et Port de La Réunion, Antoine Telmard, un ingénieur des travaux publics, Octave Ratinaud, un négociant, Jules Valentin, un autre ingénieur des travaux publics et enfin Georges Mesnier et le docteur Raymond Vergès qui venait de retrouver son île natale et entamait en entrant au Comité une carrière politique qui devait le conduire à la députation, sur les bancs communistes.

On peut dire que le C.A.R.D.S. regroupait des notables, membres pour la plupart d'associations d'entraide, de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen et de la loge de l'Amitié.

Son programme, d'essence radicale, préconisait l'application à La Réunion des lois sociales : habitations à bon marché, assistance aux familles nombreuses et lois scolaires, soutien aux agriculteurs et comme la crise de 1929 faisait sentir ses effets sur l'île, abaissement des tarifs des transports "*pour faciliter les échanges et les relations entre la métropole et les colonies voisines*" et protection du commerce. Ce programme demeure également fidèle à l'intangibilité des lois républicaines et laïques, à la justice et au progrès.

En 1933, le C.A.R.D.S. tient un congrès, le premier organisé dans l'île par un "parti politique". A ce congrès participent la plupart des notables et la salle de l'Académie à Saint-Denis est pleine le 29 octobre dès 8 heures. Malheureusement, il devait, par manque d'ardeur, vivre à un rythme ralenti. Il fallut attendre les élections législatives de 1936 pour voir enfin un regroupement se former. La cause en furent les troubles multiples qui émaillèrent cette consultation électorale. La candidature d'un usinier confondateur d'un parti lié à l'extrême droite française, René Payet, avait entraîné la mort de nombreux électeurs. Le Parti Républicain d'Action Démocratique et Sociale qui vit le jour le 9 août 1936, groupait presque tous les maires, les conseillers généraux, et les notables de l'île. Ce Comité entendait faire appliquer à 13 000 km de la mère patrie le programme du gouvernement dirigé par Léon Blum, programme qui avait reçu l'adhésion des deux députés radicaux élus par les Réunionnais. Mais ce front populaire avant la lettre allait très vite être dépassé. Au mois de juin 1936 se créait une fédération SFIO de La Réunion, une fédération du SNI voyait le jour au mois d'août, suivant de 4 mois la naissance de la Fédération des cheminots, affiliée à la CGT. Enfin, le 11 novembre 1936, 6 000 travailleurs, à l'appel de la CGT défilaient dans Saint-Denis. Pour un temps, c'en était fini des comités regroupant toutes les tendances, des radicaux aux républicains sans épithète et aux républicains socialistes.

III - LA NAISSANCE OFFICIELLE DU PARTI RADICAL A LA REUNION : LE 21 MARS 1937

Le 21 mars 1937, dans la salle de la loge de l'Amitié, rue du Barchois - actuelle rue Jean Chatel- se constitua la Fédération réunionnaise du Parti Radical et Radical Socialiste. Le bureau du parti se composait de Henri-Louis Mas, président, Ludovic Revest et Labor Robert, vice-présidents; ils étaient assistés d'un trésorier, Damase Legros et d'un secrétaire, Gabriel Sinanapoulé. Ce bureau comprenait cinq membres de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. Tous, à l'exception de Damase Legros, avaient des mandats municipaux et trois au moins étaient membres du Grand Orient (deux étaient officiers de loge). C'était un parti de notables liés au monde rural - Sinanapoulé, Labor et Mas militaient dans le syndicalisme agricole, Henri-Louis Mas était en outre secrétaire de la Fédération des syndicats agricoles de La Réunion. De 1937 à 1939 les radicaux participèrent activement aux batailles politiques que connut la colonie; ils assumèrent leurs responsabilités au sein du Comité de Front Populaire qui vit le jour également le 21 mars 1937 et se donna pour président le docteur Raymond Vergès. Revest, Mesnier et Mas représentaient leur parti au sein du Comité.

Les radicaux ont prêté assistance aux candidats SFIO et communistes jusqu'en novembre 1938. Un seul cas d'indiscipline, certes lourd de conséquence

pour l'ensemble de la gauche à La Réunion, est à signaler. Maître Marcel Vauthier adhérent du Parti Radical demanda et obtint l'annulation de l'élection au conseil général des cheminots SFIO élus en 1937. Cette annulation allait être fatale à la représentation ouvrière qui perdit tous ses représentants lors des nouvelles élections. Maître Vauthier devint conseiller général, mais fut exclu du Parti.

Le 14 juillet 1938, Henri-Louis Mas demanda aux cent ligueurs qui participaient au banquet républicain du 14 juillet, de renouveler le serment républicain du 14 juillet 1935 "*Nous faisons le serment solennel de rester unis...*".

Lors du premier congrès au Parti Radical à La Réunion, le 2 novembre 1938, il fut question de la rupture qui avait eu lieu tant en France qu'à La Réunion, entre les composantes du Front Populaire. Henri-Louis Mas se déclara satisfait de voir le parti libéré de la collaboration communiste. Une vingtaine d'adhérents seulement participa au congrès. Parmi eux un jeune élu, le docteur Serveaux, venu par hasard au Parti Radical, en devint vice président.

Le congrès de 1938, fut le dernier que devait tenir le Parti Radical dans l'île. Ce parti était à bout de souffle et n'arrivait plus à recruter d'adhérents car les camps étaient de plus en plus tranchés. Les ouvriers, emmenés par Gaston Roufli et Hubert de Lepervanche se reconnaissaient dans la SFIO et dans le marxisme ; les enseignants étaient également pénétrés par l'idéologie socialiste, et certains notables comme le docteur Raymond Vergès, n'allaient pas tarder à se rallier au Parti Communiste.

C'en était fini à La Réunion des comités radicaux et du Parti Radical. Les luttes politiques d'après-guerre opposeront à La Réunion comme en France, la droite et la gauche, ne laissant plus de place pour les modérés. Aux mots d'ordre de solidarité et tolérance succéderont ceux d'indépendance ou de maintien dans la nation française, tout au moins jusqu'en 1981.

Les radicaux à La Réunion ont œuvré durant l'entre-deux-guerres pour l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale du peuple créole. Sans les radicaux, les syndicats ouvriers n'auraient pas vu le jour aussi vite et n'auraient pu disposer des cadres formés, issus pour la plupart de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, création des radicaux de La Réunion.